



## Tous-tes à la marche des solidarités le samedi 17 octobre !

Des hommes, des femmes et des enfants fuient la misère, parfois la guerre et la destruction de leur pays. Au péril de leur vie, ils-elles quittent leur pays pour se réfugier et reconstruire leur vie ailleurs. Sur le chemin de l'exil, ils s'exposent à la violence, au viol, à la mise en esclavage et même à la mort en traversant la Méditerranée ou les Alpes.

À force de lois et de dispositifs policiers coûteux, l'Europe a fermé ses frontières. Des lois condamnent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à l'illégalité, et donc à la misère des campements et/ou à une exploitation féroce. Ces mêmes lois servent des patrons voyous qui peuvent exploiter, faire travailler les sans-papiers dans des conditions indécentes, pour des salaires de misère, dans de nombreux secteurs comme la restauration, le bâtiment, le nettoyage, la livraison...

Condamner les réfugiés à l'illégalité et à une exploitation féroce est une arme pointée contre tous les salariés de ces secteurs, pour les faire travailler plus, dans des conditions dégradées et pour les payer moins.



Avec la crise sanitaire, de nombreux-ses travailleurs-lleuses sans-papiers ont été en première ligne. "Premiers de corvée", ils-elles ont continué à travailler dans des conditions dangereuses (livreurs, travailleurs du bâtiment...). Pourant présent-e-s depuis des années en France, nombre d'entre eux-elle se sont aussi retrouvé-e-s sans emploi et sans aucun droit ou revenu (chômage partiel), dans l'impossibilité de continuer à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants (nourriture, logement...).

En mai et juin, ils-elles ont été des milliers à manifester dans les rues de Paris pour demander la régularisation de leur situation, pour que leur travail se fasse dans des conditions dignes (salaire, sécurité), pour que leur travail leur donne droit à la protection sociale (en cas d'accident, de maladie, de chômage...) et qu'ainsi les travailleurs-lleuses sans-papiers et leurs familles puissent vivre dignement.

La France est un pays riche. De nouveau, avec le "plan de relance", les grandes entreprises bénéficient de dizaines de milliards d'exonérations d'impôts et de cotisations, dont certaines licencient. Cet argent devrait servir à donner à tous-tes ceux et celles qui vivent dans ce pays les moyens de vivre dignement, à préserver les emplois comme à mettre fin à la précarité administrative et sociale des sans-papiers.

Associations, syndicats et partis progressistes appellent à participer massivement à la manifestation nationale organisée par les collectifs de sans-papiers qui aura lieu le samedi 17 octobre à Paris pour demander la régularisation des sans-papiers.

## Tous-tes dans la rue le samedi 17 octobre 14h République

Pour nous contacter et vous informer :

[cgt@us-cgt-spp.org](mailto:cgt@us-cgt-spp.org)

[SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr](mailto:SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr)

<https://www.facebook.com/parisnebatpasenretraite/>

<https://www.instagram.com/parisnebatpasenretraite/>

Caisse de grève : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/41fl6ye6>

